

13

Pétrole et Développement en Afrique CentraleQuelques Axes de Réflexion pour une Meilleure
Intégration du Secteur Pétrolier dans l'Économie
Nationale

By Albert Yama Nkounga

I. Introduction

1. La sous-région de l'Afrique centrale produit du pétrole depuis quatre décennies. Sa vocation pétrolière tend à s'approfondir avec la production attendue du Tchad, l'important potentiel pétrolier mis en évidence à Sao-Tomé et Principe et les possibilités de découvertes de pétrole en République Centrafricaine.
2. Cette perspective, si elle réjouit certains, relance cependant la controverse sur le pétrole et le développement économique de la sous-région, ce d'autant plus que le Tchad, Sao-Tomé et Principe, et la RCA sont des pays aux ressources financières très limitées et que l'expérience du Gabon, chronologiquement le plus ancien producteur de pétrole de la sous-région et dont l'économie est centrée sur cette substance, tend à montrer que l'augmentation des revenus pétroliers n'a pas été accompagnée d'une forte croissance économique du pays. En effet, pour ne citer que cet argument, les indicateurs socio-économiques du Gabon ne sont pas très différents de ceux d'autres pays de la sous-région non producteurs de pétrole, notamment de ceux de son voisin, Sao-Tomé et Principe, classé comme lui dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire par le Programme des Nations Unies pour le Développement.
3. La controverse sur le pétrole et le développement est d'autant plus vive que le déclin de l'industrie pétrolière gabonaise amorcé dans les années 90 est évident aujourd'hui. Elle alimente déjà les polémiques sur le développement en Guinée Equatoriale¹, jeune et dynamique pays pétrolier dont l'économie est également basée sur la production de pétrole brut et du méthanol².

1 Dans un document officiel présenté à la troisième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, le Gouvernement Equato-Guinéen souligne que la transformation profonde de la structure de la production de ce pays jadis centrée sur la production de cacao, peut aider à son développement à condition que soient prises des mesures tendant à assainir notamment la gestion publique. Il souligne également que les expériences d'autres pays producteurs de pétrole lui seront très utiles dans «la gestion difficile de ce don de la nature».

2 Produit à partir du gaz liquide

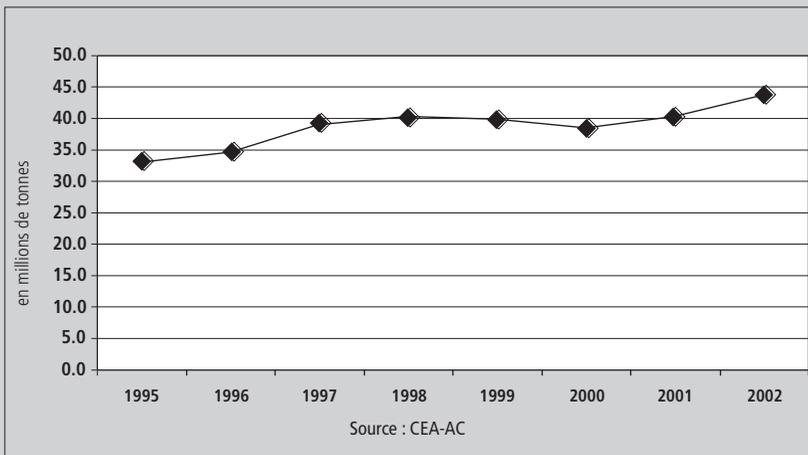
4. Le pétrole, don ou malédiction? Cette question a fait et continue de faire l'objet de plusieurs travaux empiriques et même de tests économétriques. D'une manière générale et selon une certaine opinion, les ressources naturelles – *les hydrocarbures en particulier* – ont toujours eu un impact négatif sur le développement des pays qui en détiennent. Cette opinion se base entre autres sur:
- Les conflits qu'ont généré l'exploitation et le contrôle de ces ressources dans certains pays et les effets de ces conflits négatifs sur l'économie;
 - Les effets négatifs de l'exploitation de ces ressources sur les institutions économiques des pays producteurs.
- Dans ce papier, il sera seulement retenu que les ressources naturelles – les hydrocarbures en particulier – peuvent être un don **ou** une malédiction selon les cas considérés et qu'en Afrique centrale, de manière empirique, leur exploitation tend plutôt à avoir un impact négatif sur le développement économique des pays détenteurs.
5. Vue sous cet angle, la question qui se pose à nous et qui est traitée dans cet article est de voir comment minimiser cette tendance afin que le pétrole contribue effectivement à la croissance économique des pays producteurs.
6. Pour essayer de répondre à cette question, le Bureau pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique a défini deux axes de réflexion:
- Dans la planification nationale, traiter le pétrole comme une «autre matière première», et corollairement;
 - Développer davantage le secteur non pétrolier.
7. La réflexion porte également sur:
- La nécessité pour l'Afrique centrale de développer son industrie pétrolière en aval en vue de maximiser ses revenus pétroliers et de faire face à ses propres besoins en énergie;
 - Une utilisation accrue du gaz naturel associé ou non-associé au brut dans la même optique;
 - Un renforcement de l'expertise technique de la sous-région dans le domaine du pétrole, notamment à travers l'implication des sociétés pétrolières nationales dans les opérations de recherche et développement, et;
 - Les efforts des pays producteurs visant une bonne utilisation de leurs revenus pétroliers³.

3 Notamment pour le développement des infrastructures physiques et la satisfaction des besoins de base des peuples.

II. Une Vocation Pétrolière Qui Tend à S'Approfondir

8. Depuis 1961, la sous-région de l'Afrique centrale produit du pétrole. Quatre pays assurent actuellement cette production: le Cameroun, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale (RGE.) Entre 1997 et 2002, elle a enregistré un taux de croissance moyen de l'ordre de 1%.

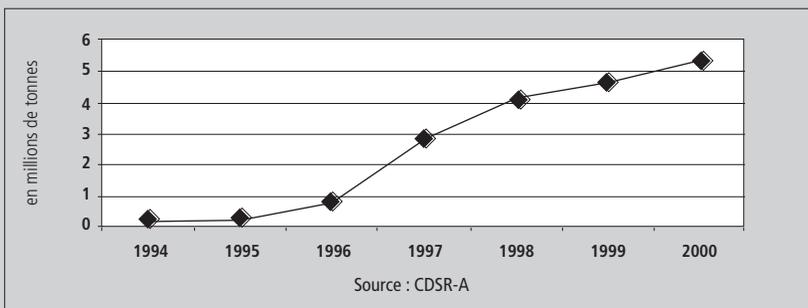
Graphique 1: Evolution de la production de pétrole brut dans la zone CEMAC



9. Cette performance est due surtout au dynamisme de l'industrie pétrolière de la Guinée Equatoriale et à celle du Congo. En effet:

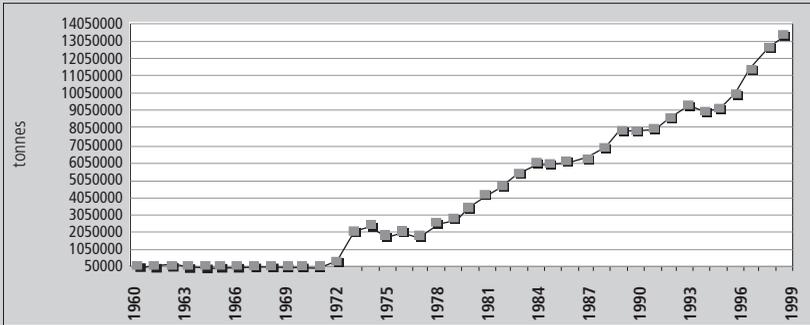
- La contribution de la RGE à la production de la sous-région est passée de 1% du volume en 1994 à 10% en 1998, 14% en 2000 et 23% en 2002;

Graphique 2: Evolution de la production de pétrole brut de la Guinée Equatoriale (1994-2000)



- Pendant la même période, la participation du Congo à la production de l'Afrique centrale est passée de 28% en 1994, à 31% en 1998 et 35% en 2000.

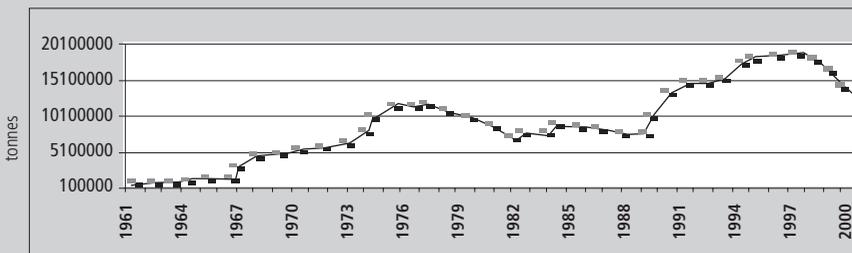
Graphique 3: Evolution de la production de pétrole brut de la Guinée Equatoriale (1994-2000)



Source: Ministère des Hydrocarbures: Direction générale des hydrocarbures

- En revanche, dans le même temps, la production pétrolière du Gabon et dans une moindre mesure de Cameroun n'a non seulement pas suivi ce mouvement ascendant, mais a même décliné.
- Par conséquent :
 - La contribution du Gabon à la production de la sous-région, premier producteur jusqu'en mars 2001⁴, est tombée de 53% en 1994 à 35% en 2000;

Graphique 4: Evolution de la production de pétrole brut du Gabon

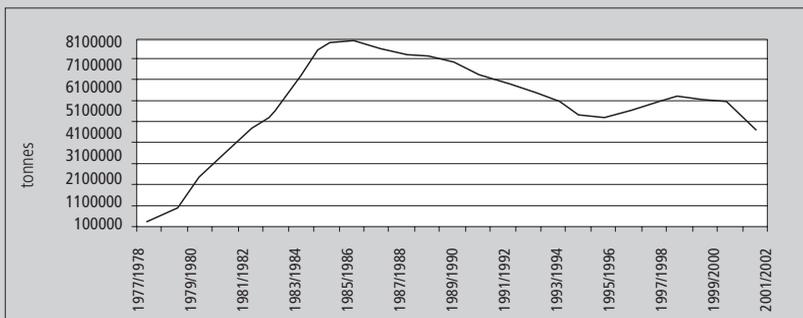


Source: DGH

Au Cameroun, la contribution a également diminué, bien que de manière moins prononcée qu'au Gabon: 18% en 1994 et 16% en 2000.

4 En mars 2001, la production de la RGE estimée à 12,7 millions de tonnes a dépassé pour la première fois celle du Gabon (12,5 millions de tonnes)

Graphique 5: Evolution de la production de pétrole brut du Cameroun



Source: SNH/CEA/CDSR-AC, Juillet 2001

* prévision

10. La mauvaise passe que connaissent les industries pétrolières du Gabon et du Cameroun est due à l'épuisement des réserves de certains champs matures, pour la plupart mis en exploitation dans les années 60. La situation est très préoccupante au Gabon où le déclin de la production, amorcé dans les années 90, est évident aujourd'hui:

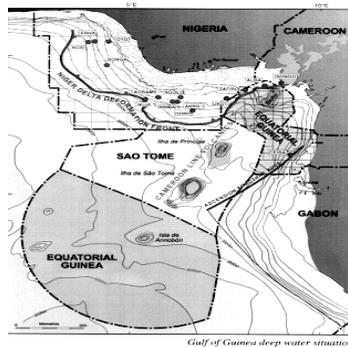
- Ces quatre dernières années, la production gabonaise a chuté de 5,1% passant de 17,6 millions de tonnes en 1999 à 13,6 millions de tonnes en 2000, 12,9 millions de tonnes en 2001 et 12,6 millions de tonnes en 2002 ;
- Certaines estimations prédisent un épuisement total des réserves de ce pays en l'an 2010 au rythme actuel d'extraction et si aucune découverte majeure n'y est faite d'ici là.

11. Toutefois, il y a lieu souligner que la notion des ressources exploitables est une notion complexe qui évolue avec les progrès technologiques et les coûts de production:

- Actuellement, les taux d'extraction de pétrole serait de 30%, et l'on estime que chaque point gagné au-delà de ce chiffre équivaldrait à environ trois ans de production de plus. *Les champs matures qui potentiellement contiennent beaucoup de pétrole sont donc encore des sources exploitables.*
- Quant aux coûts de production de pétrole conventionnel brut, on estime qu'ils diminuent en moyenne de 1% par an. Avec cette tendance, la barrière entre pétrole «non conventionnel» et pétrole «conventionnel» tend à s'amoindrir, *le pétrole non exploité aujourd'hui pouvant l'être demain*: le pétrole «très profond» en l'occurrence celui du Golfe de Guinée, difficilement exploitable il y a quelques années et exploité aujourd'hui, en est un exemple. En d'autres termes, la découverte des nouveaux gisements n'est pas le seul

facteur influant sur la quantité des réserves prouvées exploitables. Celle-ci peut aussi être sujette à des modifications grâce à l'amélioration des techniques d'extraction et à l'abaissement des coûts de production.

12. Dans tous les cas, la vocation pétrolière de l'Afrique centrale, malgré les difficultés actuelles de ses composantes camerounaise et gabonaise, tend à s'approfondir avec:
- L'entrée très prochaine du Tchad dans le club des producteurs. Selon certaines estimations, ce pays devrait apporter à cette sous-région environ 225 000 barils de brut par jour, soit 12,5 millions de tonnes par an, pour une durée de 40 ans;



- Les perspectives de découvertes de pétrole commercialisable à Sao-Tomé et Principe où plusieurs éléments concourent à l'existence d'un potentiel pétrolier appréciable au large de cette île, notamment sa position géographique très stratégique du point de vue lithologique: Sao-Tomé et Principe est situé au large des côtes gabonaises, nigérianes et équato-guinéennes, et est prise en «tenaille» entre la partie insulaire et la partie continentale de la RGE, dans une zone où convergent les sédiments des bassins du delta du Niger⁵, de Douala et de Rio Muni. Une zone *très intéressante, compte tenu du grand potentiel pétrolier des offshore équato-guinéen et nigérian*, qui, ces dernières années, a fait l'objet d'intenses investigations sismiques⁶.

5 Auquel appartiennent les champs pétrolifère de zafiro et gazifère d'alba de la Guinée Equatoriale.

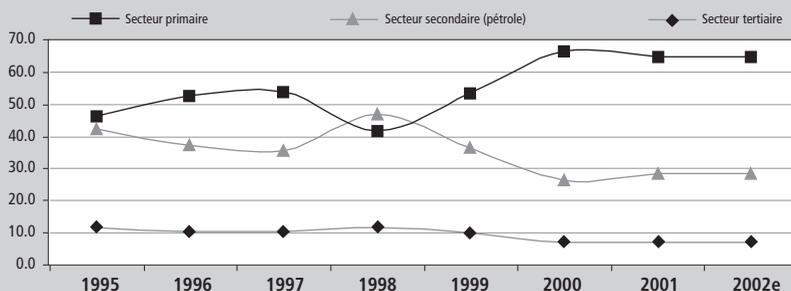
6 Des études sismiques 2D y ont été réalisées par Mobil qui s'était vu attribuer il y a trois ans un portefeuille de 25 blocs dans le cadre d'un accord d'assistance technique. Plus récemment, un autre accord a été signé entre Sao-Tomé et Principe, la société norvégienne PGS et le Nigeria, pour des études sismiques 2D et 3D en vue d'évaluer les ressources en hydrocarbures de l'île.

III. Une Spécialisation Accrue de la Sous-Région sur les Revenus Pétroliers

13. Exception faite du Cameroun où le pétrole contribue très peu au Produit Intérieur Brut (5,2% en moyenne entre 1997 et 2002)⁷, la part de l'or noir dans le PIB des pays producteurs de la sous-région est importante. Entre 1997 et 2002 par exemple, le PIB a été en moyenne de 37% au Congo; 43% au Gabon et de 68% en Guinée Equatoriale.
14. Même tendance concernant la contribution des revenus pétroliers aux revenus totaux de ces pays. Au Cameroun ils n'ont représenté que 15% pendant la période concernée, alors qu'ils ont contribué pour plus de la moitié aux recettes totales au Congo (53 %) au Gabon (54%) et en Guinée Equatoriale (69%).
15. La conclusion que l'on peut tirer de ces statistiques est claire: les économies de la plupart des pays producteurs de pétrole de la région dépendent fortement du pétrole. Cette dépendance malheureusement s'est accompagnée d'une contraction du secteur non pétrolier tel que le montrent:
- la ventilation du PIB dans les pays producteurs de pétrole de la sous-région autres que le Cameroun pendant la période 1995-2002:

Graphique 6: PIB par secteur des pays producteurs de pétrole dans la CEMAC hors Cameroun (en %)

au prix courants du marché

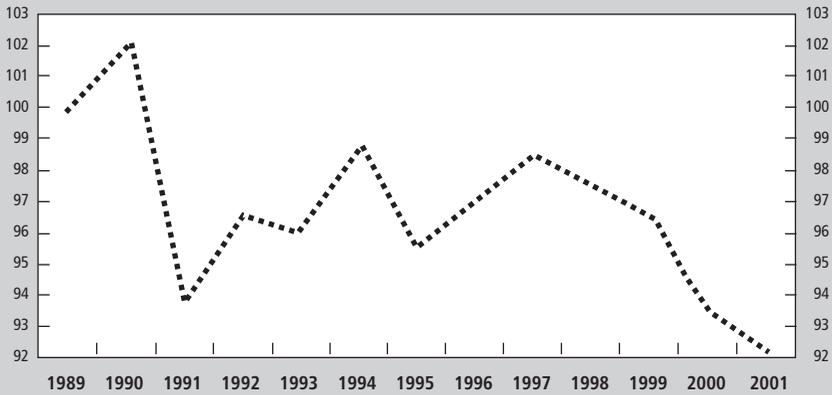


Source: CEA-AC

- L'évolution de l'indice de diversification de la production dans la sous-région. Le graphique ci-après montre l'exemple du Gabon.

⁷ Conséquence probable de la politique volontariste adoptée par ce pays privilégiant le secteur non pétrolier, notamment l'agriculture.

Graphique 7: Evolution de l'indice de diversification économique du Gabon



Source: d'après le FMI

16. Cette spécialisation des pays de cette sous-région sur les revenus pétroliers devrait s'accroître, au moins dans un premier temps, avec l'entrée prochaine dans le club des producteurs de pétrole de l'Afrique centrale du Tchad, et un peu plus tard de Sao-Tomé et Principe, compte tenu de la structure de production de ces pays dominée par des secteurs économiques en difficulté et peu performants (agriculture, pêche).

IV. La Dépendance des Économies vis-a-vis du Pétrole, une Source de Préoccupations pour les Pays Producteurs

- 17 La dépendance des économies des pays producteurs vis-à-vis du pétrole préoccupe de plus en plus une large opinion publique de la sous-région, consciente de l'instabilité des recettes pétrolières. L'opinion gabonaise par exemple n'a pas oublié les sérieuses perturbations économiques de décembre 1998 qu'a connues le Gabon à la suite de l'effondrement des cours du baril qui ont chuté à 10 dollars après un pic de 40 dollars enregistré au début des années 90: ces perturbations avaient amené les autorités gabonaises compétentes à revoir à la baisse les estimations budgétaires de leur pays, une situation qui non seulement a affecté négativement le programme d'investissements du pays mais a également contribué à endetter davantage ce pays.

Tableau 8: Encours de la dette extérieure du Gabon

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002e	2003p
Encours de la dette extérieure (en milliards de FCFA)	1841.1	1873	1933.8	1909.8	1747	1582.5	2012.6	1764.6	1545.3
Service de la dette (en milliards de FCFA)	386.5	339.4	363.6	369	366.4	429.3	570.4	365.2	336.1
Encours de la dette extérieure/ PIB (en %)	74.4	64.3	62.2	72.2	61.5	44.2	59.7	52.9	47.7
Ratio du service de la dette / PIB (en %)	15.6	11.7	11.7	13.9	12.9	12.0	16.9	10.9	10.4
Source : CEA-AC, BEAC e: estimation p: prévision									

18. La même opinion souligne également les points suivants:

- Le développement de l'industrie pétrolière n'a pas entraîné le reste de l'économie des pays producteurs, prenant pour exemple le cas du Gabon qui, malgré un revenu d'habitant le plus élevé de la sous-région (6237 dollars en parité de pouvoir d'achat en 2000) du en grande partie au pétrole, est selon l'indicateur du Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement de ce pays (0,637) placé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, au même titre que son voisin Sao-Tomé et Principe (0,632) un pays non producteur de pétrole.
- Le développement de l'industrie pétrolière a intensifié dans les pays producteurs le phénomène de l'exode rural et une urbanisation galopante, les zones rurales étant délaissées au profit des zones citadines qui semble-t-il offrent des chances de profiter de la manne pétrolière, évidemment au détriment de l'agriculture: en Guinée Equatoriale le PIB agricole a chuté de 25% en 1994, date de la production initiale de pétrole, à 2% en 2003.
- Le développement de l'industrie pétrolière inciterait largement à la corruption qui de plus en plus mine les institutions de certains Etats producteurs:

selon une partie de l'opinion publique gabonaise de plus en plus large, les revenus pétroliers seraient utilisés par la classe au pouvoir beaucoup plus pour se donner les moyens de leur politique que pour financer le développement du pays. Par ailleurs, comme le montrent les expériences vécues dans certains pays producteurs de la sous-région, certaines firmes pétrolières étrangères jouissent de pouvoirs politiques immenses et n'hésitent pas quand il le faut à exercer des pressions sur le pays hôte, ou à imposer des contraintes financières aux «gouvernements des pays producteurs»⁸ pour obtenir ce qu'elles veulent.

- Le développement de l'industrie pétrolière s'accompagne d'une inflation, les économies des pays producteurs, faibles, ne s'accommodant pas d'une injection brutale et massive de cash.⁹ Une des conséquences de l'inflation comme on le sait est la perte de compétitivité internationale des industries locales et une contraction du tissu industriel au demeurant faible ou encore au stade infantile dans la sous-région;
- Le développement de l'industrie pétrolière est source potentielle de conflits: Les économies pétrolières souvent engendrent un déséquilibre social, un petit groupe au pouvoir ou directement impliqué au plus haut niveau dans l'industrie pétrolière seulement profitant de la manne pétrolière. Cette situation a conduit à l'instabilité politique dans certains pays. Par ailleurs, des intérêts lésés d'une partie contractante peuvent également conduire à des conflits.

19. Ces assertions, dont plusieurs peuvent être interprétées comme des signes du syndrome hollandais, semblent conforter la thèse de la malédiction des ressources naturelles et des hydrocarbures en particulier. En effet, elles montrent que le secteur pétrolier en Afrique centrale n'a pas, contrairement aux attentes, été un outil de développement économique.

⁸ Ces compagnies peuvent être aussi derrière certains conflits.

⁹ Dans une de ses notes sur la conjoncture économique, le Gouvernement Equato-Guinéen mentionne que rien que pour le premier semestre 2003, le taux d'inflation de la RGE a été de 3,5% contre 0,4% à la fin du premier semestre de l'année précédente: ce niveau d'inflation inquiétant selon le gouvernement serait entre autres du à la deuxième revalorisation des salaires (20%) décrétée en avril 2003 suite à l'appréciation des revenus pétroliers, laquelle revalorisation n'aurait d'ailleurs pas eu d'effet immédiat sur les prix des produits sur les marchés.

V. Quelques Approches D'Intégration du Secteur Pétrolier dans l'Économie Nationale

20. Les approches suggérées ci-après sont des axes de réflexion du Bureau pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies Pour l'Afrique. Elles découlent des éléments précités, en mettant un accent particulier sur:
- Le mythe du pétrole ;
 - La volatilité des revenus pétroliers;
 - L'usage des revenus pétroliers;
 - Le contrôle effectif du secteur pétrolier.
21. Il existe un véritable mythe du pétrole. Cette substance est actuellement la principale source énergétique dans le monde. En tant qu'élément indispensable au fonctionnement des industries et au développement des pays, le pétrole revêt un caractère stratégique autour duquel se sont tissés et continuent à se tisser d'énormes enjeux économiques, financiers et politiques. A cela, viennent s'ajouter pour l'Afrique centrale, les perspectives qu'offre la nouvelle politique énergétique mondiale visant à minimiser les parts de marché actuelles des pays du Moyen-Orient: cette politique pourrait occasionner un regain d'intérêts pour les sources d'approvisionnement moins importantes¹⁰ dont la sous-région Afrique centrale. Ce regain d'intérêts tendrait à conforter l'hégémonie des hydrocarbures sur les autres ressources naturelles dans cette partie du continent, et par conséquent, comme souligné plus haut, à accentuer le délaissement des autres secteurs de développement.
22. Comme mentionné plus haut également, les recettes commerciales et fiscales du pétrole sont à l'origine de revenus substantiels – *comparés aux revenus engendrés par les autres secteurs de développement* – pour les pays producteurs de pétrole de la sous-région. Leur part prépondérante dans les économies de ces pays expose ceux-ci à l'instabilité des revenus pétroliers, qui découle d'une part, de la fluctuation des cours du dollar, communément utilisé pour les transactions pétrolières, et d'autre part de la volatilité des prix du baril qui dépendent eux-mêmes des conditions de production et des tendances économiques mondiales de l'heure. La volatilité des revenus pétroliers est source de préoccupations pour les pays producteurs, d'autant plus qu'il n'existe pas actuellement dans ces pays des mécanismes pouvant minimiser ses effets.

¹⁰ L'élargissement de l'accès du pétrole russe au marché mondial exige des investissements très lourds et incite à se tourner vers les petites sources d'approvisionnement.

23. A cette préoccupation, s'ajoutent des interrogations quant à l'usage qui est fait des revenus pétroliers, le pouvoir en place étant soupçonné de les utiliser pour soutenir davantage ses options politiques que les efforts de développement, et pour financer des investissements de prestige sans effet d'entraînement, lorsque ces revenus sont utilisés à des fins publiques.
24. Enfin, une certaine opinion s'interroge sur le contrôle même du pétrole, évoquant :
- La transnationalisation de l'industrie pétrolière de la sous-région. En effet, des relations compagnie pétrolière/pays hôte, on a évolué récemment vers des relations entre Etats, Etats d'origine des multinationales et Etat détenteur des ressources pétrolières. Une équation rendue plus complexe avec la globalisation de cette industrie autrefois dominée par les européens, car depuis quelque temps, les firmes américaines s'implantent progressivement en Afrique centrale où l'on note également la présence des firmes asiatiques, australiennes etc..
 - Les accords qui régissent la conduite des opérations d'exploration et de développement des gisements en Afrique centrale profiteraient davantage aux firmes pétrolières qu'aux Etats producteurs: *l'outil de production est aux mains des firmes, l'Etat producteur, bien que titulaire des droits miniers sur son territoire, n'ayant ni les moyens financiers ni l'expertise pour réaliser ces opérations.*
25. Les éléments précités ont amené le Bureau pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique à centrer sa réflexion sur l'intégration du secteur pétrolier dans les économies des pays producteurs de la sous-région sur les points suivants :
- Les pays producteurs de pétrole ne profitent de leur ressource qu'à travers des redevances et taxes et/ou des recettes d'exportation du «profit oil».¹¹ Ils n'exercent pas de contrôle sur la production du pétrole et encore moins sur les prix. Même si ces pays tirent des revenus appréciables à leur échelle, l'accumulation du capital résultant de l'exploitation de leurs hydrocarbures a lieu ailleurs, notamment dans les pays d'origine des sociétés exploitantes. Le pays producteur n'est donc qu'un simple fournisseur de matière première qui ne profite que de sa rente. Car, hormis l'emprise des firmes pétrolières étrangères et aujourd'hui des Etats d'origine de ces firmes sur sa production et son commerce¹², le pétrole n'est pas différent des autres matières premiè-

11 Le terme «profit oil» désigne la partie restante de la production après remboursement en nature des dépenses relatives aux investissements d'exploration et au développement des gisements encourues par les firmes pétrolières, diminuées de la redevance minière proportionnelle.

12 qui par ailleurs n'est autre qu'un échange de commodités.

res. C'est un produit de rente, et la situation des pays producteurs de pétrole de la sous-région n'est pas différente de celle des pays fournisseurs d'autres matières premières. De ce fait,

L'intégration du pétrole dans l'économie nationale dans le contexte actuel de la sous-région marqué par un très faible développement en aval de l'industrie pétrolière, devrait donc être pensée dans le cadre d'une contribution «d'une matière première», au côté d'autres. En d'autres termes, le mythe du pétrole devrait, malgré le caractère stratégique de l'énergie, s'estomper pour laisser place à une politique nationale qui –

- *replacerait l'or noir à sa juste valeur et viserait la mise en place d'une «économie non pétrolière» dans laquelle les autres secteurs ne souffriraient pas du poids écrasant de cette commodité, et ;*
- *serait axée sur la diversification, pour notamment minimiser les effets du syndrome hollandais.*

Cette politique prendrait également en compte:

- *La nécessité pour l'Afrique centrale de développer/renforcer en aval son industrie pétrolière en vue de maximiser ses revenus pétroliers et faire face à ses besoins en énergie ;*
- *Une utilisation accrue du gaz naturel associé ou non associé au brut dans la même optique;*
- *Un renforcement de l'expertise de la sous-région dans le domaine du pétrole, notamment à travers l'implication des sociétés pétrolières nationales dans les opérations de recherche et de développement; et,*
- *Les efforts des pays producteurs visant une bonne utilisation de leurs revenus pétroliers¹³.*

13 Notamment pour le développement des infrastructures physiques et la satisfaction des besoins de base des peuples.